

LES COMPTES DE L'ÉTAT

LA RÉFORME COMPTABLE,
AU CŒUR DE LA MODERNISATION DE L'ÉTAT

UNE RÉFORME AU SERVICE DE LA PERFORMANCE ET DE LA TRANSPARENCE

L'année 2006 marque une étape déterminante dans le processus de modernisation de l'Etat car elle correspond à la première application de la **Loi Organique relative aux Lois de Finances (LOLF)** votée en 2001. Il s'agit d'un véritable « Big Bang » pour la comptabilité de l'État, puisque les comptes sont désormais établis selon un nouveau référentiel comptable qui s'inspire très largement de la pratique des entreprises.

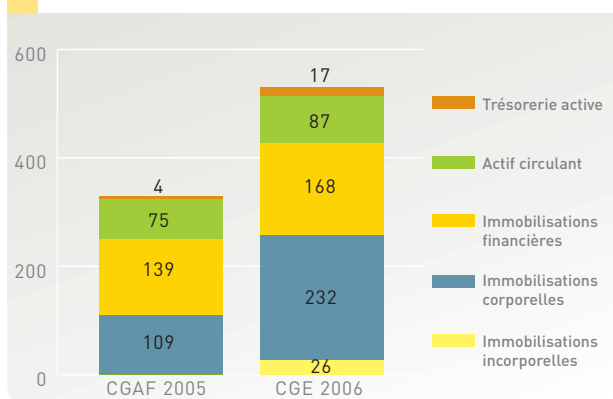
Cette nouvelle présentation des comptes les rend plus lisibles et **permet à l'État de mieux rendre compte de son action**. La réforme garantit ainsi la **transparence de l'information** comptable mise à disposition du Parlement. Elle renforce la **gouvernance** au travers d'une meilleure évaluation du patrimoine et des risques de l'État, et consolide la qualité des comptes. Par ailleurs, la comptabilité d'exercice se distingue de la comptabilité budgétaire dont les faits générateurs sont les encaissements et décaissements, et qui ne retrace pas de charges et produits calculés (amortissements, provisions...).

UNE COMPTABILITÉ ENRICHIE ET FIABILISÉE

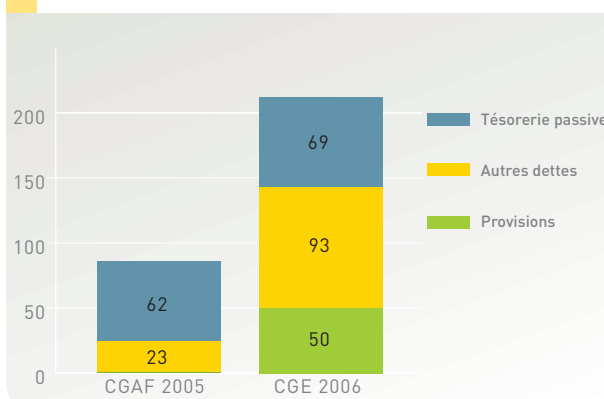
Les **informations comptables** reposent sur le **recensement et la comptabilisation dans les états financiers des éléments significatifs** permettant de mieux valoriser le patrimoine ainsi que les engagements et obligations de l'État.

À l'actif, le recensement des immobilisations incorporelles et corporelles conduit à une augmentation de l'actif

immobilisé de 209 milliards €. Les stocks significatifs, qui ne faisaient jusqu'alors l'objet d'aucun suivi comptable, ont été recensés et valorisés pour un montant de 32 milliards €. Au passif, la valorisation des risques de l'État au travers de l'enregistrement de provisions comptables représente un montant de 47 milliards € au 1^{er} janvier 2006. Les charges à payer représentent un montant total de 38 milliards €.

L'évolution de l'actif de l'État en milliards €⁽¹⁾

(1) hors comptes de régularisation

L'évolution du passif de l'État en milliards €⁽²⁾

(2) hors dette financière, autres passifs, comptes de régularisation

CGAF : Compte Général de l'Administration des Finances ; CGE : Compte Général de l'Etat

L'État rend compte de ses éléments patrimoniaux d'actif et de passif au travers d'**états financiers fiabilisés** reposant sur un dispositif de **contrôle interne renforcé** organisé autour d'un objectif essentiel de qualité des comptes.

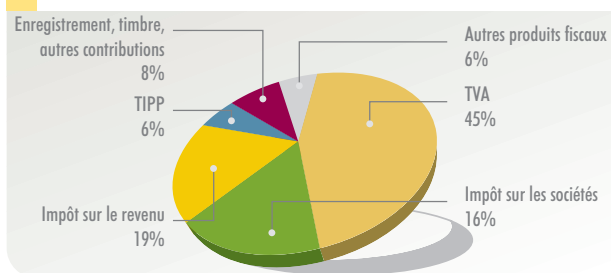
En effet la LOLF place la qualité comptable au cœur de la réforme et confie aux comptables publics la responsabilité du respect des principes et procédures comptables en liaison étroite avec les gestionnaires.

LE RÉSULTAT DE L'ACTIVITÉ DE L'ÉTAT

Le résultat patrimonial s'établit à -32 milliards €. Ce montant résulte de la politique fiscale menée par l'État, des missions de service public qu'il a conduites directement ou indirectement dans le cadre d'une maîtrise des dépenses renforcée, et de la conjoncture économique. Pour mémoire, le solde d'exécution budgétaire s'établit à -35,7 milliards €.

LES PRODUITS FISCAUX

Produits fiscaux 2006



Les produits fiscaux s'élèvent à 283 milliards € et représentent 71 % de l'ensemble des produits de l'État.

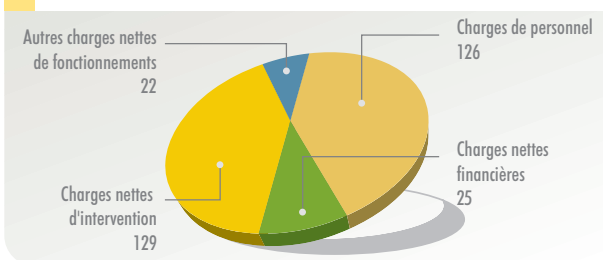
La TVA représente près de la moitié des produits fiscaux de l'État (45 %). Elle est suivie de l'impôt sur le revenu (19 %) et de l'impôt sur les sociétés (16 %).

LES MISSIONS DE SERVICE PUBLIC ASSURÉES DIRECTEMENT PAR L'ÉTAT

Les charges de fonctionnement nettes représentent plus de la moitié des charges de l'État hors charge de la dette, soit 148 milliards €.

Les charges de personnel représentent près de 42 % des charges nettes de l'État, soit 126 milliards €, dont près d'un tiers sont des charges de pensions.

Charges nettes 2006 en milliards €



LES TRANSFERTS

Les charges d'intervention nettes représentent 43 % des charges nettes de l'État, soit 129 milliards €. Plus de la moitié de ces charges est constituée de charges de transferts aux collectivités territoriales ; 22 % correspondent

à des transferts aux entreprises et 14% à des transferts aux ménages. La charge financière (nette notamment des produits liés aux dividendes financiers) représente 8 % des charges nettes de l'État.

L'ÉTAT, UN OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE MAJEUR

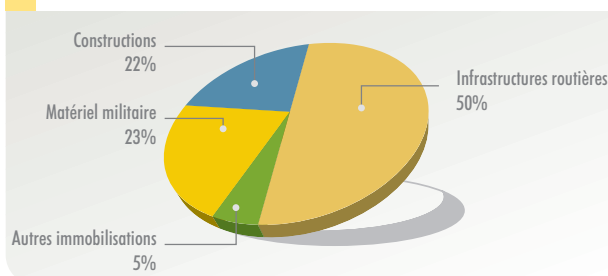
LES INVESTISSEMENTS DE L'ÉTAT

L'État contrôle des immobilisations corporelles d'une valeur nette comptable de 232 milliards €.

Les investissements de l'année 2006 s'élèvent à environ 19 milliards € et ont été consacrés notamment à :

- la rénovation du parc immobilier de l'État et des infrastructures routières ;
- des opérations d'armement afin d'assurer la sécurité du territoire et les actions de la France à l'étranger, comme le programme de frégates Horizon ou l'avion de combat Rafale.

Immobilisations corporelles au 31-12-2006





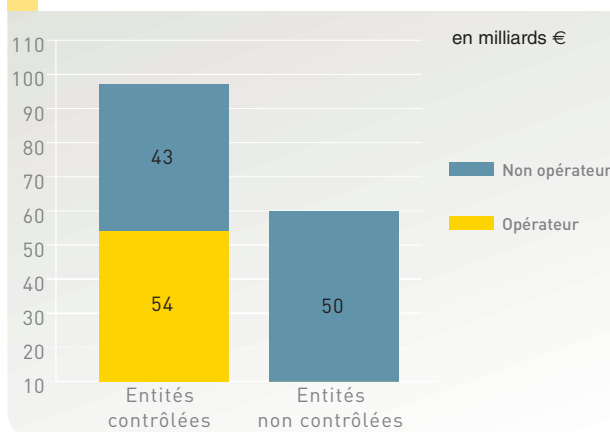
LES PARTICIPATIONS DE L'ÉTAT DANS DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS, ASSOCIATIONS ET ENTREPRISES

L'État détient des participations dans près de 1 000 entités (entités contrôlées par l'État ou non). Ces participations représentent plus du tiers de l'actif immobilisé et 85 % des immobilisations financières, pour une valeur de 143 milliards € hors structures de défaillance.

Les principales participations de l'État sont :

- Electricité de France (20 milliards €)
- La Caisse des Dépôts et Consignations (17 milliards €)
- La participation dans le Fonds Monétaire International (14 milliards €)
- L'Office National des Forêts (10 milliards €)
- L'Association Internationale de Développement (8 milliards €)

Participations de l'État au 31-12-2006³

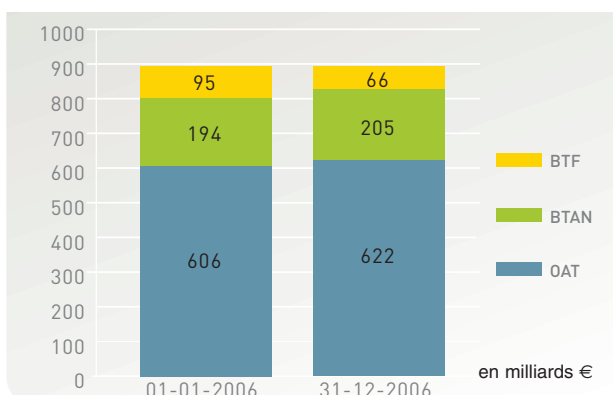


³ Hors structures de défaillance pour -4 milliards €

LES ENGAGEMENTS DE L'ÉTAT : UN ENJEU POUR L'AVENIR

UN ENDETTEMENT MAÎTRISÉ

Évolution de la dette de l'État⁴



⁴ Hors titres non négociables et autres emprunts (4 milliards € au 01/01/06 et 1 milliard € au 31/12/06)

La dette de l'État s'élève à près de 894 milliards € au 31 décembre 2006, en baisse de 4 milliards € par rapport au 1er janvier 2006.

DE NOUVELLES PROVISIONS COMPTABILISÉES

Dans le nouveau référentiel comptable, l'État comptabilise des provisions pour les risques et les charges auxquels il est susceptible d'être confronté à moyen

terme. Les provisions comptabilisées au 31 décembre 2006 s'élèvent à 50 milliards €.

LES ENGAGEMENTS DE L'ÉTAT AU TITRE DES RETRAITES

Les engagements hors bilan de l'État se composent essentiellement des engagements pris dans le cadre d'accords bien définis et des engagements de retraite des fonctionnaires et agents publics relevant de régimes spéciaux.

Les engagements de retraite des fonctionnaires sont évalués à 941 milliards € au 31 décembre 2006. Par ailleurs, les besoins de financement des régimes spéciaux subventionnés par l'Etat sont évalués à 230 milliards €.

LES NOUVEAUX ÉTATS FINANCIERS DE L'ÉTAT

Les comptes 2006 sont les premiers présentés selon le nouveau format prévu par la LOLF. Il s'inspire du modèle de la comptabilité d'entreprise tout en tenant compte des spécificités de l'État. Ce format rénové met à la disposition des citoyens et de leurs représentants une information plus riche, dont les principaux aspects sont présentés de manière synthétique dans les tableaux ci-dessous.

LE BILAN

Le bilan donne une image de la **situation patrimoniale** de l'État. L'actif recense et valorise les éléments du patrimoine qui ont une valeur économique positive. Le passif recense et valorise les engagements de l'État à l'égard des tiers.

en millions €	01-01-06	31-12-06
ACTIF IMMOBILISÉ	476 314	425 492
Immobilisations incorporelles	25 638	25 511
Immobilisations corporelles	292 166	232 051
Immobilisations financières	158 510	167 930
ACTIF CIRCULANT (hors trésorerie)	81 929	87 228
TRÉSORERIE	42 223	17 099
COMPTES DE RÉGULARISATION	10 740	8 197
TOTAL ACTIF (I)	611 206	538 015
DETTES FINANCIÈRES	897 735	893 937
DETTES NON FINANCIÈRES (hors trésorerie)	77 970	92 758
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	46 923	50 079
AUTRES PASSIFS (hors trésorerie)	12 192	13 594
TRÉSORERIE	63 181	69 289
COMPTES DE RÉGULARISATION	14 443	11 503
TOTAL PASSIF (II)	1 112 443	1 131 159
SITUATION NETTE (III=I-II)	-501 238	-593 144

La différence entre l'actif et le passif conduit à déterminer la **situation nette** de l'État. Elle s'établit à **-593 milliards €** au 31 décembre 2006.

Les principales variations ayant affecté les comptes 2006 sont les suivantes :

- le transfert à titre gratuit de 17 000 kms de voiries aux collectivités locales, soit une sortie d'actif de 67 milliards € ;
- les dotations, cessions, et revalorisations des participations, soit une augmentation nette des immobilisations financières de 13 milliards € ;
- la diminution des créances liées aux prises en pension de titres de l'État, qui a entraîné une diminution de la trésorerie à l'actif de 28 milliards € ;
- l'augmentation des acomptes reçus sur l'impôt sur les sociétés, qui a contribué à l'augmentation des dettes non financières à hauteur de 7 milliards €.

En raison des spécificités de l'État, la situation nette ne peut être assimilée aux capitaux propres d'une entreprise. De même, le solde des opérations de l'exercice ne peut être interprété comme le résultat d'une entreprise.

LE COMPTE DE RÉSULTAT

Le **solde des opérations de l'exercice** correspond à la différence entre les produits régaliens nets et les charges nettes.

Il s'établit à **-31,6 milliards €** en 2006.

en millions €	2006
Charges de fonctionnement nettes	148 160
Charges d'intervention nettes	128 848
Charges financières nettes	25 338
CHARGES NETTES	302 346
Produits fiscaux nets	282 841
Autres produits régaliens nets	3 794
Ressources propres du budget de l'Union européenne basées sur le produit national brut et la taxe sur la valeur ajoutée	-15 908
PRODUITS RÉGALIENS NETS	270 727
SOLDE DES OPÉRATIONS DE L'EXERCICE	-31 619

L'ANNEXE

Elle a également été considérablement enrichie afin d'apporter une totale transparence sur les comptes de l'État. Elle présente notamment les changements de

méthodes et options comptables retenues en 2006, ainsi que la trajectoire d'amélioration sur laquelle s'est engagée l'État pour les années à venir.

Les comptes de l'État sont disponibles sur les sites www.minefi.gouv.fr et www.performance-publique.gouv.fr